

TRIBUNE COLLECTIVE — FÉVRIER 2026

Par le collectif départemental des Semaines d'Éducation Contre le racisme et toutes les formes de Discriminations (SECD)



Le collectif départemental des Semaines d'Éducation Contre le racisme et toutes les formes de Discriminations (SECD) se réunit dans un contexte où les fractures s'accroissent.

À l'international, les conflits, les génocides et les stratégies de division mettent à rude épreuve les solidarités et réduisent les espaces de dialogue. En France, les violences sexistes et sexuelles perdurent, les actes discriminatoires se multiplient, tandis que les idées d'extrême droite se banalisent et s'installent bien au-delà de leurs rangs. Ce glissement n'est jamais neutre : il prépare des reculs, il justifie des exclusions, il fragilise l'État de droit.

Face à cela, nous avons choisi de prendre la parole.

Nous, collectif des SECD, rassemblons des associations, des acteur·rices de l'éducation populaire, des structures culturelles, des citoyen·nes engagé·es. Nous parlons d'une même voix, non pour effacer nos différences, mais parce que l'urgence exige de faire front commun. Ces constats nous engagent.

→ Cette tribune s'adresse au plus grand nombre : à celles et ceux qui luttent déjà ; à celles et ceux qui doutent ; à celles et ceux qui se sentent parfois éloigné·es du débat public.

→ Les discriminations sont des violations des droits, elles traversent nos écoles, nos quartiers, nos services publics, nos lieux de travail, nos vies quotidiennes. Elles nous concernent toutes et tous et nécessitent l'engagement de chacun·e.

Défendre l'égalité réelle : un combat continu et nécessaire

Nous réaffirmons avec force ce qui nous rassemble : l'égalité en droits et en dignité. Une démocratie ne peut tenir si elle accepte que certain·es soient discriminé·es en raison de ce qu'ils et elles sont, de leur situation, de ce qu'on leur attribue, ou de leur place dans la société.

L'égalité ne peut pas rester un principe abstrait. Elle doit être réelle, concrète, vécue. Elle suppose l'accès effectif aux droits, la justice sociale, la reconnaissance de chacun·e.

Nous défendons un État de droit solide, parce que lorsque les droits reculent pour certain·es, ils reculent toujours pour toutes et tous.

Nous défendons également une laïcité fidèle à la loi de 1905 : une laïcité de liberté et d'émancipation, et non un outil de stigmatisation. Une laïcité qui protège, qui rassemble, qui garantit les libertés, qui permet de faire société sans exclusion.

Nous croyons au rôle essentiel de l'éducation populaire, vecteur d'émancipation dans les domaines de l'éducation et de la culture. Pilier démocratique qui permet de comprendre, de développer l'esprit critique, de débattre, de construire un monde commun. En bref, qui permet de comprendre, d'agir de façon solidaire plutôt que de rejeter.

Nous croyons à une histoire partagée, plurielle, traversée par des migrations, des héritages, des échanges. Nous croyons à la mixité, à l'interculturalité, à la citoyenneté pleine et entière.

Affirmer ce que nous refusons : toutes les formes d'exclusions

Désigner ne suffit pas...

Nous refusons les logiques de domination, de subordination, d'altérisation, et toutes les formes de racisme. Nous refusons les projets politiques qui organisent des ruptures d'égalité, qui désignent des ennemi·es intérieur·es, qui opposent les populations entre elles.

Nous refusons les logiques de productivité, qui entretiennent la pauvreté organisée et le sacrifice de l'humain.

Nous refusons la déshumanisation, cette mécanique dangereuse qui transforme des personnes en menaces, des voisin·es en problèmes, des différences en prétextes à l'exclusion.

Nous refusons la perversion du langage. Ce moment où les mots se retournent : où la solidarité devient suspecte, où l'égalité devient faiblesse, où la laïcité devient division, où l'antiracisme est attaqué comme un danger.

L'appauvrissement du débat public n'est pas accidentel : il sert toujours des projets de repli et d'autoritarisme.

Nous refusons les dérives sécuritaires, qui prétendent protéger en réduisant les libertés, et qui frappent trop souvent les mêmes personnes déjà discriminées.

Nous refusons enfin la criminalisation des associations. Partout, celles et ceux qui agissent pour les droits, pour la justice, pour l'égalité, sont mis·es en cause, fragilisés·es, intimidés·es. Attaquer le monde associatif, c'est attaquer un contre-pouvoir essentiel et un pilier de la démocratie.

Notre responsabilité est aussi de dire clairement ce que nous refusons.

Revendiquer le droit à la différence

Aucune société ne peut tenir si elle trie les existences.

Nous défendons le droit à la différence, le droit de ne pas être assigné·e, le droit au particularisme, le droit à la liberté, dans un cadre commun d'égalité.

Nous défendons le projet d'une société où personne n'est exclu·e du commun.

Je ne suis pas différent·e de toi, je suis différent·e comme toi.

Recréer du dialogue

Dans un monde polarisé, recréer du dialogue est plus que jamais nécessaire. Dialoguer c'est s'ouvrir à la possibilité de se rencontrer, de comprendre, de se former, de s'ouvrir. C'est faire le pari de l'intelligence collective contre la peur, de la rencontre contre le repli, de l'émancipation contre la haine.

C'est le sens même des Semaines d'Éducation Contre le racisme et toutes les formes de Discriminations : proposer des espaces de sensibilisation, de formation, de débat, de culture, pour lutter ensemble contre toutes les formes d'exclusion, contre les idées des extrêmes droites.

Faire front commun

Tout au long du mois de mars, dans tout le département, nous invitons chacune et chacun à participer à cette 17^e édition des SECD.

Nous appelons à rejoindre ce mouvement collectif, parce que l'égalité est une urgence démocratique.

Face aux fractures, face aux abus de pouvoir, face aux replis, face à la banalisation des idées et des actes des extrêmes droites, nous vous appelons à défendre avec nous, une société qui s'organise autour des principes de liberté, d'égalité, de solidarité et de laïcité.

Le collectif des SECD

Composé d'associations, de lieux culturels, de bénévoles, de salarié·es et de militant·es..., le collectif des SECD vous invite, tout au long du mois de mars, à participer aux ateliers, formations, débats, spectacles et expositions proposés sur l'ensemble du département. Autant d'espaces pour se rencontrer, comprendre, échanger, s'informer et lutter ensemble.

Coordination par la Ligue de l'enseignement-FAL44 :

Louise Bougot – Chargée de mission vie associative et citoyenneté à la Ligue de l'enseignement-FAL44

lbougot@laligue44.org

02 72 00 42 66

